

LIBÉRALISME ET LUTTE DE CLASSE...

Notre syndicalisme est fondé sur la «*reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière*» (1).

De tout temps, il s'est trouvé de bons esprits pour s'ingénier à trouver les voies et les moyens, sinon de nier la lutte des classes, mais, du moins, de la transcender au nom du «*bien commun*».

Telle est notamment l'ambition de la doctrine sociale de l'Église qui n'a pas de mots trop forts pour fus-tiger «*les excès du libéralisme*» à qui elle oppose un ordre corporatiste censé pacifier les rapports entre exploitants et exploités.

En réalité, les sociaux-chrétiens n'ont pas fait grand effort d'imagination et leur «*projet*» ne tend, ni plus ni moins, qu'à ressusciter les bonnes vieilles corporations, c'est-à-dire un système figé qui maintient «*chacun à sa place*» et qui effectivement était devenu un obstacle à la «*liberté d'entreprendre*».

La Révolution française, en détruisant les corporations en même temps qu'elle affirmait les «*Droits de l'Homme et du citoyen*», enfantait la loi Le Chapelier qui, au nom de l'égalité du citoyen devant la loi, interdisait le droit de coalition. Il faudra l'essor de la bourgeoisie industrielle du *Second empire* et l'action des travailleurs eux-mêmes pour que leur soit reconnu le droit de s'associer et d'agir pour la défense de leurs intérêts, ce qui revient à constater l'existence de classes sociales aux intérêts antagonistes, autrement dit à reconnaître l'existence de la lutte des classes!

Aujourd'hui, à un moment où les contradictions du système capitaliste conjuguées à la faillite du stalinisme aboutissent à une situation dramatique - des millions d'êtres humains voués à la misère et à la mort, - voilà qu'on nous ressort les thèses chères à De Man et Marcel Déat selon lesquelles, grâce à la planification, on pourrait se situer entre le capitalisme (libéral!) et le communisme.

Selon moi, il s'agit là d'une illusion mortelle qui ne peut et n'a historiquement débouché que sur le fascisme, c'est-à-dire sur une remise en cause radicale des acquis de la société démocratique.

Le capitalisme, même rebaptisé économie de marché, qu'il soit «*libéral*» ou «*dirigiste*», ne connaît qu'une seule logique, qu'une seule sanction: le profit! C'est pourquoi on assiste à cette course insensée, à la «*productivité*» qui veut que les «*coûts salariaux*» soient sans cesse revus à la baisse, ce qui implique nécessairement une remise en cause du rôle et de la place des syndicats ouvriers.

Et c'est également pourquoi on assiste à une certaine perversion du langage. Au producteur, on oppose «*l'homme*», et à la revendication on oppose le «*social*», ce qui ne veut, évidemment, rien dire!

Or, que cela plaise ou non, les rapports sociaux demeurent des rapports de forces et on le voit bien actuellement en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie, où, sous les coups de boutoir de la classe ouvrière, capitalistes et gouvernants à leur service sont contraints de reculer.

En France, depuis dix ans, nous subissons le poids d'un dirigisme d'ampleur jamais connue (sauf en économie de guerre). Des gouvernements qui, du fait de la nature des institutions de la 5^{ème} République et de la capitulation de ce qui fut autrefois des «*partis ouvriers*», jouissent d'un pouvoir total et absolu, se sont appliqués à systématiquement détruire acquis et conquêtes, parfois séculaires, de la classe ouvrière. Or le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'ils peuvent difficilement être taxés de libéralisme. Il est dangereux de jouer avec les mots; la dictature, par définition, n'est jamais libérale!

(1) Charte d'Amiens, 1906.

En matière de rapports de forces, mieux vaut ne pas ruser, et peut-être faudrait-il revenir à la fière devise de la *Première Internationale*: «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

En matière de rapports de classes, les bons sentiments réels, ou affectés ne suffisent pas, d'autant que, c'est bien connu, les chemins du paradis comme ceux de l'enfer sont pavés de bonnes intentions.

Alors, cessons d'implorer Dieu le Père et ses apôtres et, avec les travailleurs, agissons!

Alexandre HÉBERT.
